

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

BANQUE KOLB

SA à directoire et conseil de surveillance au capital de 14 099 103 Euros.
Siège social : 1 et 3, place du Général de Gaulle 88500 Mirecourt.
Direction centrale : 2, Place de la République - BP 50528 - 54008 Nancy.
SIREN 825 550 098 R.C.S. Epinal

Situation au 31 décembre 2016.

Les documents comptables annuels, ainsi que l'affectation du résultat ont été approuvés, sans modification,
par l'Assemblée Générale du 24 mai 2017.

I. — Bilan au 31 décembre 2016.

(En milliers d'Euros)

Actif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Caisse, banques centrales et comptes courants postaux	1	18 161	14 700
Créances sur les établissements de crédit	2	317 008	288 322
Opérations avec la clientèle	3 - 14	1 450 946	1 453 484
Obligations et autres titres à revenu fixe	4 - 14	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	4 - 14	10	10
Participations et autres titres détenus à long terme	5 - 14	691	458
Opérations de crédit-bail et de location assimilées		0	0
Immobilisations incorporelles	6	2 063	2 064
Immobilisations corporelles	6	5 695	5 651
Autres actifs	7	4 919	5 252
Comptes de régularisation	8	12 707	12 605
Total		1 812 200	1 782 546

Passif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Banques centrales et comptes courants postaux		0	0
Dettes envers les établissements de crédit	9	375 401	430 720
Opérations avec la clientèle	10 - 11	1 313 392	1 175 639
Dettes représentées par un titre	12	49	45 224
Autres passifs	13	3 840	4 756
Comptes de régularisation	13	19 938	18 669
Provisions	15	15 842	18 520
Dettes subordonnées		0	0
Capitaux propres			
Capital souscrit	17	14 099	14 099
Primes d'émission	17	10 772	10 772
Réserves	17	46 681	50 910
Report à nouveau (+/-)	17	0	73
Résultat de l'exercice (+/-)		12 186	13 164
Total		1 812 200	1 782 546

Hors bilans comparés.
(En milliers d'Euros).

Engagements donnés	31/12/2016	31/12/2015
Engagements de financement donnés	90 298	89 084

En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle	90 298	89 084
Engagements de garantie donnés	317 567	300 692
D'ordre d'établissements de crédit		
D'ordre de la clientèle	317 567	300 692
Engagements donnés sur titres	0	0
Opérations sur titres		
Engagements divers donnés	260 965	260 284
Autres engagements divers donnés (1)	260 965	260 284
<i>(1) Les autres engagements divers donnés représentent les créances données en garantie au Crédit du Nord dans le cadre d'opérations de refinancement de l'Eurosystème</i>		

Engagements reçus	31/12/2016	31/12/2015
Engagements de financement reçus	156 889	123 331
Engagements reçus d'établissements de crédit	156 889	123 331
Engagements de garantie reçus	585 761	594 354
Engagements reçus d'établissements de crédit	585 761	594 354
Engagements reçus sur titres	0	0
Opérations sur titres	0	0
Engagements divers reçus	5 737	3 308
Garanties reçues Etat et autres organismes	5 737	3 308

II. — Instruments financiers à terme.
(En milliers d'euros)

	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Opérations sur instruments de taux d'intérêts	27	892 094	1 053 368
Opérations sur instruments de cours de change	28	126 641	194 284
Total		1 018 735	1 247 652

III. — Opérations en devises.
(En milliers d'Euros).

	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Monnaies à recevoir	29	59 620	74 802
Monnaies à livrer	29	59 553	74 717

IV. — Compte de résultat 2015.
(En milliers d'Euros)

	Notes	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
				En valeur	En %
Intérêts et produits assimilés		41 679	47 702	-6 023	-12,6
Intérêts et charges assimilées		-6 187	-9 160	2 973	-32,5
Net des intérêts et produits assimilés	18	35 492	38 542	-3 050	-7,9
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées		0	0	0	0,0
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		0	0	0	0,0
Net des opérations de crédit-bail et assimilées		0	0	0	0,0
Revenus des titres à revenu variable	19	1	2	-1	-50,0
Commissions (produits)		35 348	33 798	1 550	4,6
Commissions (charges)		-3 819	-2 701	-1 118	41,4
Net des commissions	20	31 529	31 097	432	1,4
Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation	21	5 084	5 178	-94	-1,8
	21	0	0	0	0,0

Autres produits d'exploitation bancaire		583	574	9	1,6
Autres charges d'exploitation bancaire		-677	-626	-51	8,1
Net des autres produits et charges d'exploitation bancaire		-94	-52	-42	80,8
Produit net bancaire		72 012	74 767	-2 755	-3,7
Frais de personnel		-23 154	-22 657	-497	2,2
Autres frais administratifs		-24 324	-25 147	823	-3,3
Dotations aux amortissements		-1 377	-1 467	90	-6,1
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements	22	-48 855	-49 271	416	-0,8
Résultat brut d'exploitation		23 157	25 496	-2 339	-9,2
Coût du risque	23	-3 968	-6 320	2 352	-37,2
Résultat d'exploitation		19 189	19 176	13	0,1
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	24	-1	7	-8	-114,3
Résultat courant avant impôt		19 188	19 183	5	0,0
Résultat exceptionnel	25	0	0	0	-0,0
Impôt sur les bénéfices	26	-7 002	-6 019	-983	16,3
Dotations / reprises aux provisions réglementées		0	0	0	0,0
Résultat net		12 186	13 164	-978	-7,4

	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015 en points
Coefficient d'exploitation :			
Frais généraux / PNB comptable	67,8%	65,9%	1,9

V. — Annexe aux comptes annuels.

Principes comptables et méthodes d'évaluation.

Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes individuels.

Les comptes individuels de la Banque Kolb ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Changements de méthodes comptables et comparabilité des comptes. — La banque Kolb a appliqué à compter du 1^{er} janvier 2016 :

— Le règlement 2015-06 de l'Autorité des Normes Comptables du 23 novembre 2015 modifiant le règlement de l'Autorité des Normes Comptables 2014-03 relatif au Plan Comptable Général suite à la transposition de la Directive européenne 2013/04/UE. Les modifications portent essentiellement sur la définition du fonds commercial, l'évaluation des actifs corporels, incorporels et du fonds commercial, et le mali technique de fusion.

— La recommandation 2013-02 de l'Autorité des Normes Comptables du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. Cette recommandation permet de se rapprocher des dispositions prévues par la norme IAS 19 révisée. Les principales conséquences sont l'enregistrement en résultat des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies et, en cas de modification de plan, la comptabilisation immédiate en résultat du coût des services passés, que les droits soient acquis ou non. L'incidence de ce changement de méthode comptable a été comptabilisée à hauteur de 140 milliers d'euros nets d'impôts dans les capitaux propres au 1^{er} janvier 2016. (Cf. note 17 Variation des capitaux propres)

Principes comptables et méthodes d'évaluation.

Conformément aux principes comptables applicables aux établissements de crédit français, les méthodes d'évaluation prennent en compte, pour la majorité des opérations, l'intention dans laquelle celles-ci ont été conclues.

Les opérations réalisées dans le cadre de la banque d'intermédiation sont maintenues à leur coût historique et dépréciées en cas de risque de contrepartie. Les résultats attachés à ces opérations sont enregistrés prorata *temporis* en respectant le principe de séparation des exercices. Les opérations sur instruments financiers à terme, réalisées afin de couvrir et de gérer le risque global de taux d'intérêt de la banque d'intermédiation, entrent dans ce cadre.

Les opérations réalisées dans le cadre des activités de marché sont généralement évaluées à leur valeur de marché à l'exception des prêts, emprunts et titres de placement qui suivent la règle du nominalisme. Lorsque les marchés sur lesquels sont conclus ces instruments ne présentent pas une liquidité suffisante, l'évaluation à la valeur de marché est corrigée pour intégrer une décote prudentielle. De plus, les évaluations déterminées à partir de modèles internes font l'objet d'une décote (Reserve Policy) déterminée en fonction de la complexité du modèle utilisé et de la durée de vie de l'instrument financier.

Recours à des estimations et au jugement.

Pour la préparation des comptes annuels de la Banque Kolb, l'application des principes et méthodes comptables décrits dans les notes annexes conduit la Direction à formuler des hypothèses et à réaliser des estimations qui peuvent avoir une incidence sur les montants comptabilisés au compte de résultat, sur l'évaluation des actifs et passifs au bilan et sur les informations présentées dans les notes annexes qui s'y rapportent.

Pour réaliser ces estimations et émettre ces hypothèses, la Direction utilise les informations disponibles à la date d'établissement des comptes annuels et peut recourir à l'exercice de son jugement. Par nature, les évaluations fondées sur ces estimations comportent des risques et incertitudes quant à leur réalisation dans le futur, de sorte que les résultats futurs définitifs des opérations concernées pourront être différents de ces estimations et avoir alors une incidence significative sur les états financiers.

Le recours à des estimations concerne notamment les évaluations suivantes :

- la juste valeur au bilan des instruments financiers (titres et instruments dérivés) non cotés sur un marché actif et détenus dans le cadre d'activités de marché (cf. notes 4, 5, 7, 8 et 13) ;
- le montant des dépréciations des actifs financiers (cf. note 14), des immobilisations corporelles et incorporelles (cf. note 6) ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan (cf. note 15), dont les provisions sur avantages du personnel (cf. note 16) ;
- le montant des actifs d'impôts différés comptabilisés au bilan (cf. note 13).

Créances sur les établissements de crédit et la clientèle.

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : pour les établissements de crédit, créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme; pour la clientèle, créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle. Ces créances intègrent les crédits consentis ainsi que les opérations de pensions, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Les intérêts courus non échus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts sur créances douteuses sont calculés sur la base de la valeur nette comptable actualisée de la créance.

Les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction encourus à l'occasion de l'octroi de prêts sont assimilés à des intérêts et sont étalés en résultat sur la durée de vie effective des prêts.

Dépréciation au titre du risque de crédit avéré à titre individuel.

Dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré, rendant probable la non-perception par la Banque Kolb de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, conformément aux dispositions contractuelles initiales, et nonobstant l'existence de garanties, l'encours afférent est classé en encours douteux. En tout état de cause, le déclassement des crédits en encours douteux est effectué s'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances immobilières et neuf mois pour les créances sur des collectivités locales) ou si, indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe des procédures contentieuses.

Les découverts non autorisés sont qualifiés d'encours douteux au plus tard à l'issue d'une période de trois mois de dépassement continu des limites portées à la connaissance de la clientèle de particuliers et des limites résultant de convention de droit ou de fait avec les autres catégories de clientèles.

Pour un débiteur donné, le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par «contagion», un classement identique de l'ensemble des encours et engagements sur ce débiteur, nonobstant l'existence de garanties.

Les encours douteux et douteux compromis donnent lieu à constitution de dépréciations pour créances douteuses et douteuses compromises à hauteur des pertes probables, inscrites directement en minoration d'actif. Le montant de la dépréciation pour créances douteuses et douteuses compromises est égal à la différence entre la valeur brute comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimés recouvrables en tenant compte de l'effet des garanties, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine des créances. Les montants recouvrables sont déterminés à dire d'expert pour le portefeuille non retail et selon une méthode statistique pour le portefeuille retail (particuliers et professionnels). La répartition dans le temps des montants recouvrables suit des courbes de recouvrement établies statistiquement par groupe homogène de créances. Par ailleurs, le montant de dépréciations ne peut être inférieur aux intérêts enregistrés sur les encours douteux et non encaissés. Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées en *Coût du risque*.

Pour les encours restructurés, tout abandon de principal ou d'intérêt, échu ou couru, est constaté en perte lors de la restructuration.

Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains lorsque le risque de crédit avéré est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration peuvent être reclassées en encours sains.

Lorsque les conditions de solvabilité d'un débiteur sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, le reclassement d'une créance en encours sain n'est plus prévisible, cette créance est spécifiquement identifiée comme encours douteux compromis. Cette identification intervient à la déchéance du terme ou à la résiliation du contrat, et, en tout état de cause, un an après la classification en encours douteux, à l'exception des créances douteuses pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées et de celles assorties de garanties permettant leur recouvrement. Sont également considérées comme créances douteuses compromises les créances restructurées pour lesquelles le débiteur n'a pas respecté les échéances fixées.

Segmentation des encours.

Dans le cadre de la segmentation des encours (sains, sains sous surveillance, douteux, douteux compromis, irrécouvrables), l'utilisation faite de systèmes de notation externes et/ou internes est la suivante :

Notations externes : pour une contrepartie, une notation Banque de France (BDF) 8 ou 9 induit obligatoirement un déclassement en douteux, une note P un déclassement en douteux compromis.

Notations internes : pour le Retail, il existe une note propre au défaut. Pour le Corporate, chaque catégorie de dossiers en défaut a une notation qui lui est propre (8 pour le douteux, 9 pour le compromis non contentieux et 10 pour le contentieux). Les dossiers sains notés 7 sur le Corporate sont décodifiés en 3S (de même depuis 2013, une décision de décodification en 3S entraîne l'attribution d'une note 7).

Les notes BDF sont également utilisées dans les procédures de suivi des risques pour sélectionner des dossiers sains qui doivent prioritairement faire l'objet d'une revue risque.

Sains sous surveillance (« 3S »)

La Banque Kolb a créé, au sein de la classe de risque des « Sains », une subdivision intitulée « Sains sous surveillance » justifiant une surveillance rapprochée qui comprend des dossiers présentant des critères de dégradation du risque depuis l'octroi.

Une étude réalisée sur l'historique a permis de déterminer des taux moyens de déclassement en douteux et de dépréciation, régulièrement réactualisés. C'est à partir de ces taux appliqués à un ensemble de créances sélectionnées de manière homogène que cette dépréciation est calculée.

Dépréciation sectorielle pour risque de crédit.

Ces dépréciations, qui ne sont pas individualisées par dossier, couvrent plusieurs natures de risques, dont le risque sectoriel régional (risque global sur des secteurs de l'économie régionale fragilisés par une conjoncture défavorable spécifique). La Direction Centrale des Risques du Crédit du Nord, en lien avec la Direction des Engagements de la Banque Kolb, répertorie régulièrement les secteurs d'activité pour lesquels il existe un risque avéré de défaut à court terme, compte tenu d'événements nouveaux de nature à les fragiliser durablement. Un taux de passage en douteux est alors appliqué aux encours ainsi répertoriés pour déterminer le volume des créances douteuses. L'encours global de ces créances est ensuite déprécié à partir de taux de dépréciation, qui sont déterminés en fonction des taux moyens historiques des clients douteux, ajustés à dire d'expert pour chaque secteur d'activité en fonction de la conjoncture sectorielle.

Réduction des risques.

Les garanties existantes et celles à constituer sont répertoriées dans une base des sûretés. Les informations contenues dans cette base sont utilisées pour les décisions de crédit et le calcul des provisions sur les dossiers douteux.

Portefeuille Titres.

Les titres sont classés en fonction de :

- leur nature : effets publics (bons du trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable ;
- leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement, activités de portefeuille, participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme, correspondant à l'objet économique de leur détention.

Les achats et ventes de titres sont comptabilisés au bilan en date de règlement-livraison.

Pour chaque catégorie de portefeuille, les règles de classement et d'évaluation appliquées sont les suivantes :

Titres de transaction. — Ce sont des titres qui, à l'origine, sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme ou qui sont détenus dans le cadre d'une activité de mainteneur de marché. Ces titres sont négociables sur un marché actif et les prix de marché ainsi accessibles sont représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Sont également classés en titres de transaction, les titres faisant l'objet d'un engagement de vente dans le cadre d'une opération d'arbitrage effectuée sur un marché d'instruments financiers organisé ou assimilé, et les titres acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille de transaction comprenant des instruments financiers à terme, des titres ou d'autres instruments financiers gérés ensemble et présentant des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme.

Les titres de transaction sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, hors frais d'acquisition.

Ils font l'objet d'une évaluation sur la base de leur valeur de marché à la date de clôture de l'exercice.

Le solde des gains et pertes latents ainsi constaté, de même que le solde des gains et des pertes réalisés sur cession des titres est porté au compte de résultat, dans la rubrique *Intérêts nets de trésorerie*. Les coupons encaissés sur les titres à revenu fixe du portefeuille de transaction sont classés dans le compte de résultat dans la rubrique *Intérêts nets de trésorerie*.

Les titres de transaction qui ne sont plus détenus avec l'intention de les revendre à court terme, ou qui ne sont plus détenus dans le cadre d'une activité de mainteneur de marché ou pour lesquels la gestion spécialisée de portefeuille dans le cadre de laquelle ils sont détenus ne présente plus un profil récent de prise de bénéfices à court terme peuvent être transférés dans les catégories « titres de placement » ou « titres d'investissement » si :

- une situation exceptionnelle du marché nécessite un changement de stratégie de détention,
- ou si les titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si la Banque Kolb a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Les titres ainsi transférés sont inscrits dans leur nouvelle catégorie à leur valeur de marché à la date du transfert.

Titres de placement. — Ce sont les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les autres titres détenus à long terme, les titres de participation et les parts dans les entreprises liées.

Actions et autres titres à revenu variable. — Les actions sont inscrites au bilan et à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou à leur valeur d'apport. A la clôture de l'exercice, elles sont évaluées par rapport à leur valeur probable de négociation. Dans le cas des titres cotés, celle-ci est déterminée en fonction du cours de bourse le plus récent. Aucune compensation n'est opérée entre les plus et moins-values latentes ainsi constatées, et seules les moins-values latentes sont comptabilisées par l'inscription d'une dépréciation relative au portefeuille titres. Les revenus de dividendes attachés aux actions classées en titres de placement sont portés au compte de résultat dans la rubrique *Revenus sur titres de placement*.

Obligations et autres titres à revenu fixe. — Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors frais d'acquisition, et concernant les obligations, hors intérêts courus non échus à la date d'acquisition. Les différences entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont enregistrées au compte de résultat sur la durée de vie des titres concernés. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle. Les intérêts courus à percevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie de la rubrique *Intérêts nets de trésorerie* du compte de résultat.

A la clôture de l'exercice, les titres sont estimés sur la base de leur valeur probable de négociation et, dans le cas des titres cotés, des cours de bourse les plus récents. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation relative au portefeuille titres, dont le calcul tient compte des gains provenant des éventuelles opérations de couverture effectuées.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession de titres de placement sont enregistrées dans la rubrique *Dotations nettes aux provisions sur titres de placement* du compte de résultat.

Les titres de placement peuvent être transférés dans la catégorie « titres d'investissement » si :

- une situation exceptionnelle de marché nécessite un changement de stratégie de détention,
- ou si les titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si la Banque Kolb a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Titres d'investissement. — Les titres d'investissement sont les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie titres de placement avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance et pour lesquels la Banque Kolb a la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance, en disposant notamment de la capacité de financement nécessaire pour continuer à détenir ces titres jusqu'à leur échéance et en n'étant soumis à aucune contrainte existante juridique ou autre qui pourrait remettre en cause l'intention de détenir les titres d'investissement jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés de manière identique aux titres de placement. Toutefois, à la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ne donnent pas lieu à la constitution d'une dépréciation relative au portefeuille titres, sauf s'il existe une forte probabilité de cession des titres à court terme, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession de titres d'investissement sont enregistrées dans la rubrique *Gains ou pertes sur actifs immobilisés* du compte de résultat.

Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme. — Il s'agit, d'une part, des titres de participation et parts dans les entreprises liées dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la Banque Kolb, et notamment ceux répondant aux critères suivants :

- titres de sociétés ayant des administrateurs ou des dirigeants communs avec la Banque Kolb, dans des conditions qui permettent l'exercice d'une influence sur l'entreprise dont les titres sont détenus ;
- titres de sociétés appartenant à un même groupe contrôlé par des personnes physiques ou morales exerçant un contrôle sur l'ensemble et faisant prévaloir une unité de décision ;
- titres représentant plus de 10% des droits dans le capital émis par un établissement de crédit ou par une société dont l'activité se situe dans le prolongement de celle de la Banque Kolb.

Il s'agit, d'autre part, des Autres titres détenus à long terme, constitués par les investissements réalisés par la Banque Kolb, sous forme de titres, dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice des titres, sans toutefois exercer une influence dans sa gestion en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à leur coût d'achat hors frais d'acquisition. Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat dans la rubrique *Revenus sur titres de filiales et de participations*.

A la clôture de l'exercice, les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont évalués à leur valeur d'utilité représentative du prix que la société accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Cette valeur est estimée par référence à différents critères tels que les capitaux propres, la rentabilité, les cours moyens de bourse des trois derniers mois. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constatation d'une dépréciation relative au portefeuille titres. Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession de ces titres, incluant les résultats dégagés lors de l'apport de ces titres à des offres publiques d'échange, sont comptabilisées dans la rubrique *Gains ou pertes sur actifs immobilisés*.

Immobilisations

Les immobilisations d'exploitation et de placement sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition. Les coûts d'emprunts correspondant à la période de construction des immobilisations nécessitant une longue période de préparation, sont incorporés au coût d'acquisition, de même que les frais directement attribuables. Les subventions d'investissement reçues sont déduites du coût des actifs concernés.

Les logiciels créés en interne sont inscrits à l'actif du bilan pour leur coût direct de développement, qui regroupe les dépenses externes de matériels et de services et les frais liés au personnel directement affectables à la production et à la préparation de l'actif en vue de son utilisation.

Dès qu'elles sont en état d'être utilisées selon les modalités prévues, les immobilisations sont amorties sur leur durée d'utilité. Le cas échéant, la valeur résiduelle du bien est déduite de sa base amortissable.

Les amortissements sont calculés en utilisant principalement la méthode linéaire sur les durées d'utilité mentionnées.

Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques selon un rythme différent de celui de l'immobilisation prise dans son ensemble, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité. Les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique Dotations aux amortissements.

Pour les immeubles d'exploitation, la Banque Kolb a appliqué cette approche en retenant *a minima* les composants et durées d'amortissements suivants :

Infrastructures :

Gros œuvre	50 ans
Etanchéité, toiture	20 ans
Façades	30 ans

Installations techniques :

Ascenseurs	10 à 30 ans
Installations électriques	
Groupes électrogènes	
Climatisation, désenfumage	
Chauffage	
Installations de sûreté et de surveillance	
Plomberie, canalisations	
Protection incendie	

Agencements :

Finitions, second œuvre, abords	10 ans
---------------------------------	--------

Concernant les autres catégories d'immobilisations, les durées d'amortissement retenues ont été déterminées en fonction des durées d'utilité des biens considérés, qui ont généralement été estimées dans les fourchettes suivantes :

Matériel et outillage	5 ans
Matériel de transport	4 ans
Mobilier	10 ans
Matériel de bureau	3 à 5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels créés ou acquis	3 à 5 ans
Concessions, brevets, licences, etc.	5 à 20 ans

Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit, comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Ces dettes intègrent les opérations de pensions, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes représentées par un titre.

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties de manière linéaire ou financière sur la durée de vie des emprunts concernés. La charge correspondante est inscrite en charges d'intérêts dans la rubrique *Intérêts nets de trésorerie* du compte de résultat. Les frais d'émission d'emprunts obligataires encourus dans l'exercice sont enregistrés en totalité dans les charges de ce même exercice, dans la rubrique *Intérêts nets de trésorerie* du compte de résultat.

Dettes subordonnées.

Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers. Le cas échéant, les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Provisions.

Les provisions concernent :

- les provisions concernant des engagements par signature,
- les provisions pour risques divers et litiges.

Les provisions relatives aux engagements par signature et pour risques divers sont déterminées à dire d'expert.

Les provisions pour litiges font l'objet d'une actualisation en fonction du montant et de la date prévisible de paiement déterminés à dire d'expert.

Les provisions pour risques divers représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les informations relatives à la nature et au montant des risques concernés ne sont pas fournies dès lors que la Banque Kolb estime qu'elles pourraient lui causer un préjudice sérieux dans un litige l'opposant à des tiers sur le sujet faisant l'objet de la provision.

Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

Engagements sur les contrats d'épargne-logement.

Les comptes et les plans d'épargne-logement proposés à la clientèle de particuliers (personnes physiques) dans le cadre de la loi n° 65-554 du 10 juillet 1965 associent une phase de collecte de ressources sous forme d'épargne rémunérée et une phase d'emploi de ces ressources sous forme de prêts immobiliers, cette dernière phase étant réglementairement conditionnée, et dès lors indissociable, de la phase de collecte. Les dépôts ainsi collectés et les prêts accordés sont enregistrés au coût amorti.

Ces instruments génèrent pour la Banque Kolb des engagements de deux natures : une obligation de prêter au client dans le futur à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat et une obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée.

Les engagements aux conséquences défavorables pour la Banque Kolb font l'objet de provisions présentées au passif du bilan et dont les variations sont enregistrées en « Produit net bancaire » au sein de la marge d'intérêt. Ces provisions ne sont relatives qu'aux seuls engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement existant à la date de calcul de la provision.

Les provisions sont calculées sur chaque génération de plans d'épargne-logement d'une part, sans compensation entre les engagements relatifs à des générations différentes de plans d'épargne-logement, et sur l'ensemble des comptes d'épargne-logement qui constitue une seule et même génération d'autre part.

Sur la phase d'épargne, les engagements provisionnables sont évalués par différence entre les encours d'épargne moyens attendus et les encours d'épargne minimum attendus, ces deux encours étant déterminés statistiquement en tenant compte des observations historiques des comportements effectifs des clients.

Sur la phase crédit, les engagements provisionnables incluent les encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date d'arrêt ainsi que les crédits futurs considérés comme statistiquement probables sur la base des encours au bilan à la date de calcul d'une part et des observations historiques des comportements effectifs des clients d'autre part.

Une provision est constituée dès lors que les résultats futurs prévisionnels actualisés sont négatifs pour une génération donnée. Ces résultats sont mesurés par référence aux taux offerts à la clientèle particulière pour des instruments d'épargne et de financement équivalents, en cohérence avec la durée de vie estimée des encours et leur date de mise en place.

Opérations en devises.

Les profits et les pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises étrangères sont comptabilisées dans le compte de résultat. Conformément aux dispositions du Livre II – Titre 7 – Opérations en devises du règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les opérations de change à terme sont évaluées selon le cours de change à terme restant à courir de la devise concernée. Les positions de change au comptant et les autres opérations à terme sont évaluées mensuellement selon les cours de change officiels au comptant de fin de période. Les différences de réévaluation ainsi dégagées sont enregistrées régulièrement dans le compte de résultat.

Opérations sur instruments financiers à terme.

Les instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont conclus dans le cadre d'opérations de couverture ou de marché.

Les engagements nominaux sur les instruments financiers à terme sont présentés sous une ligne unique au hors bilan : ce montant représente le volume des opérations en cours ; il ne reflète ni le risque de marché, ni le risque de contrepartie qui leur sont associés.

Plusieurs cas sont à distinguer en ce qui concerne la comptabilisation des résultats afférents aux instruments financiers à terme.

Opérations de couverture. — Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture, affectés à l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. S'ils concernent des instruments de taux d'intérêt, ils sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits et charges sur les éléments couverts, en *Produits nets d'intérêts*. S'ils concernent des instruments autres que de taux (instruments sur actions, indices boursiers, de change, etc...), ils sont comptabilisés dans la rubrique *Résultat sur instruments financiers à terme*.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits *prorata temporis* en compte de résultat. Ils sont inscrits en *Intérêts nets et résultats assimilés* dans la rubrique *Résultat sur instruments financiers à terme*.

Opérations en position ouverte. — Les charges et produits relatifs à ces contrats sont inscrits en compte de résultat *prorata temporis*. Ils sont inscrits en *Intérêts nets et résultats assimilés* dans la rubrique *Résultat sur instruments financiers à terme*. Les pertes latentes, déterminées par comparaison entre la valeur comptable et la valeur de marché, sont provisionnées. Les gains latents ne sont pas comptabilisés.

Garanties données et reçues.

Les garanties données d'ordre de la clientèle ou des établissements de crédit sont enregistrées en hors-bilan à hauteur des engagements. Quant aux garanties reçues, seules sont recensées celles des établissements de crédit, états, administrations publiques et collectivités locales. Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds. Si nécessaire, ces garanties et engagements de financement font l'objet de provisions.

Produits nets de commissions sur prestations de service.

La Banque Kolb enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions rémunérant des services continus, telles que certaines commissions sur moyens de paiement, les droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur abonnements télématiques, sont étalées en résultat sur la durée de la prestation fournie.

Les commissions rémunérant des services ponctuels, telles que les commissions sur mouvements de fonds, les commissions d'apport reçues, ou les pénalités sur incidents de paiement, sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée.

Frais de personnel.

La rubrique Frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment le montant de la participation et l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice, les produits liés au Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE).

Avantages du personnel.

La Banque Kolb peut accorder à ses salariés :

- des avantages postérieurs à l'emploi, tels que les régimes de retraite ou indemnités de fin de carrière ;
- des avantages à long terme, tels que les parts variables différées, les médailles du travail ou le compte épargne temps ;
- des indemnités de fin de contrat de travail.

Les avantages postérieurs à l'emploi. — Les régimes de retraite peuvent être des régimes à cotisations définies ou à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies sont ceux pour lesquels l'obligation de la Banque Kolb se limite uniquement au versement d'une cotisation, mais ne comportent aucun engagement de la Banque Kolb sur le niveau des prestations fournies. Les cotisations versées constituent des charges de l'exercice.

Les régimes à prestations définies désignent les régimes pour lesquels la Banque Kolb s'engage formellement ou par obligation implicite sur un montant ou un niveau de prestations et supporte donc le risque à moyen ou long terme. Les montants des engagements à prestations définies sont déterminés par des actuaires qualifiés indépendants.

Une provision est enregistrée au passif du bilan en Provisions pour couvrir l'intégralité de ces engagements de retraite. Elle est évaluée régulièrement par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

Lorsque ces régimes sont financés par des fonds externes répondant à la définition d'actifs du régime, la provision destinée à couvrir les engagements concernés est diminuée de la juste valeur de ces fonds.

Les différences liées aux changements d'hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation...) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et la réalité (rendement des actifs de couverture...) constituent des écarts actuariels (gains ou pertes). Ils sont comptabilisés immédiatement et en totalité en résultat.

En cas de mise en place d'un nouveau régime (ou avenant), le coût des services passés est comptabilisé immédiatement et en totalité en résultat.

La charge annuelle comptabilisée en *Charges de personnel* au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par chaque salarié (coût des services rendus) ;
- le coût financier correspondant à l'effet de la désactualisation ;
- le produit attendu des placements dans les fonds de couverture (rendement brut) ;
- l'amortissement des écarts actuariels et des coûts des services passés ;
- l'effet des réductions et liquidations de régimes.

Les avantages à long terme. — Ce sont les avantages versés aux salariés dans un délai supérieur à douze mois après la clôture de l'exercice pendant lequel ces derniers ont rendu les services correspondants. La méthode d'évaluation est identique à celle utilisée pour les avantages postérieurs à l'emploi.

Coût du risque.

Le contenu de la rubrique *Coût du risque* comprend les dotations nettes des reprises sur dépréciations et provisions pour risque de crédit, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties ainsi que les dotations et reprises de provisions pour autres risques.

Gains ou pertes sur actifs immobilisés.

La rubrique *Gains ou pertes sur actifs immobilisés* regroupe les plus ou moins-values de cession ainsi que les dotations nettes aux dépréciations sur titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, et immobilisations d'exploitation. Les résultats sur immobilisations hors exploitation sont classés au sein du *Produit Net Bancaire*.

Charge fiscale.

Tous les impôts et taxes (hors impôt sur les bénéfices) payés ou non dans l'exercice, dont l'assiette se réfère à des éléments de l'exercice, sont comptabilisés dans les charges de celui-ci.

Impôt courant. — La Banque Kolb est intégrée depuis le 1^{er} janvier 2010 au groupe fiscal de la Société Générale. Dans ce cadre, un sous-groupe d'intégration fiscale a été établi entre le Crédit du Nord et certaines de ses filiales contrôlées directement ou indirectement à 95% au moins, dont fait partie la Banque Kolb. La convention retenue est celle de la neutralité.

En France, le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 33,33 % auquel s'ajoute une Contribution Sociale de 3,3 % (après application d'un abattement de 0,763 million d'euros) instauré depuis 2000.

Les plus-values à long terme sur titres de participation sont exonérées sous réserve de la taxation au taux de droit commun d'une quote-part pour frais et charges de 12 % du montant des plus-values brutes. En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales, les dividendes reçus des sociétés

dans lesquelles la participation est au moins égale à 5 % sont exonérés sous réserve de la taxation au taux de droit commun d'une quote-part de frais et charges.

Impôt différé. — La Banque Kolb utilise la faculté d'enregistrer des impôts différés dans ses comptes sociaux.

Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables retraitées et les valeurs fiscales des éléments de bilan. La méthode appliquée est celle du report variable, selon laquelle les impôts différés constatés au cours des exercices antérieurs sont modifiés lors d'un changement de taux d'imposition. L'effet correspondant est enregistré en augmentation ou en diminution de la charge d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé nets sont pris en compte dès lors qu'il existe une perspective de récupération sur un horizon déterminé.

La loi de finances 2017, adoptée le 20 décembre 2016, prévoit une réduction progressive du taux d'imposition en France. D'ici 2020, le taux normal de l'impôt sur les sociétés diminuera progressivement de 33,33 % à 28 %, auquel s'ajoute la contribution sociale de 3,3%.

Les impôts différés des sociétés françaises sont calculés en appliquant le taux d'imposition qui sera en vigueur lors du retournement de la différence temporaire soit :

— pour les résultats imposés au taux de droit commun, au taux de 34,43 % ou 28,92 %.

— Pour les résultats imposés au taux réduit, au taux de 4,13 % ou 3,47 %.

Résultat exceptionnel.

La rubrique *Résultat exceptionnel* comprend les produits et charges encourus par la Banque Kolb, dont la survenance revêt un caractère exceptionnel, soit par leur nature, soit par leur montant. Ils sont le plus souvent générés par des événements exogènes à l'activité de la Banque Kolb.

Note 1. – Caisse, banques centrales et comptes courants postaux.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Caisse	7 706	7 659	47	0,6
Banques centrales	10 455	7 041	3 414	48,5
Comptes courants postaux	0	0	0	0,0
Total	18 161	14 700	3 461	23,5

Note 2. – Créances sur les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Comptes à vue et au jour le jour	66 669	20 968	45 701	218,0
Créances rattachées	2	2	0	0,0
Total des comptes et prêts à vue	66 671	20 970	45 701	217,9
Comptes et prêts à terme	249 466	261 359	-11 893	-4,6
Créances rattachées	703	828	-125	-15,1
Total des comptes et prêts à terme	250 169	262 187	-12 018	-4,6
Valeurs non imputées	168	5 165	-4 997	-96,7
Total	317 008	288 322	28 686	9,9
Dont créances éligibles au refinancement de la Banque				
Centrale ou au système européen de Banque centrale	0	0		

Au 31 décembre 2016, sur un total de 317,0 millions d'euros de créances sur établissements de crédit, les opérations avec le Crédit du Nord, maison-mère de la Banque Kolb, représentent 247,2 millions d'euros. Les opérations avec la Société Générale, maison-mère du Crédit du Nord, s'élèvent à 10,8 millions d'euros.

Echéancier au 31/12/2016	< A 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> A 5 ans	Total
Comptes et prêts à terme	51 009	57	50 000	148 400	249 466
Total	51 009	57	50 000	148 400	249 466

Note 3. – Opérations avec la clientèle

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Créances commerciales	37 080	34 282	2 798	8,2
Créances rattachées	51	56	-5	-8,9
Total des créances commerciales	37 131	34 338	2 793	8,1
Crédits de trésorerie	214 853	228 503	-13 650	-6,0
Crédits d'équipement	284 243	265 501	18 742	7,1
Crédits à l'habitat	779 487	799 051	-19 564	-2,4

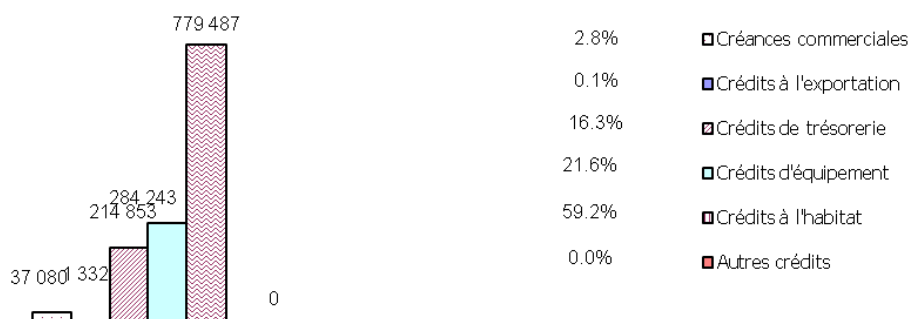
Autres concours à la clientèle	1 332	1 850	-518	-28,0
Créances rattachées	2 347	3 050	-703	-23,0
Total des autres concours	1 282 262	1 297 955	-15 693	-1,2
Comptes ordinaires débiteurs	81 732	63 729	18 003	28,2
Créances rattachées	753	742	11	1,5
Total des comptes ordinaires	82 485	64 471	18 014	27,9
Créances douteuses (brutes)	40 100	53 505	-13 405	-25,1
Créances douteuses (provisions)	-8 257	-12 058	3 801	-31,5
Créances douteuses compromises (brutes)	76 591	75 776	815	1,1
Créances douteuses compromises (provisions)	-59 366	-60 503	1 137	-1,9
Total des créances douteuses nettes	49 068	56 720	-7 652	-13,5
Total	1 450 946	1 453 484	-2 538	-0,2
Taux de provisionnement des créances douteuses	58,0%	56,1%		
Créances douteuses compromises	77,5%	79,8%		
Autres créances douteuses	20,6%	22,5%		

Echéancier au 31/12/2016	< A 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> A 5 ans	Total
Créances commerciales	36 455	625	0	0	37 080
Autres concours	30 986	53 702	275 820	919 407	1 279 915
Total	67 441	54 327	275 820	919 407	1 316 995

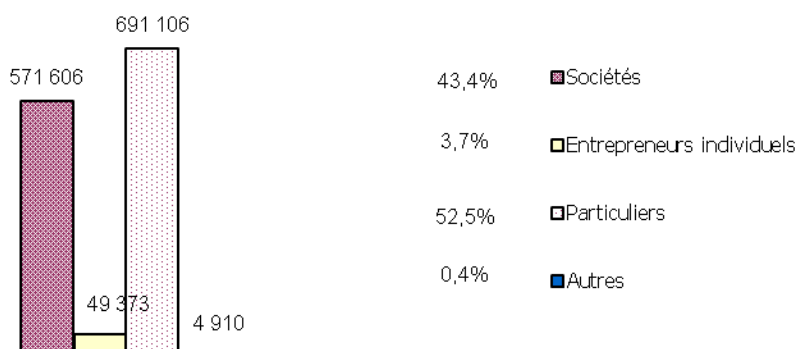
Analyse des concours à la clientèle. — Les créances commerciales (37 M€) et les autres concours à la clientèle (1 280 M€) sont essentiellement concentrés sur la France (99,8%)

Le total des concours atteint 1 317 millions d'euros et s'analyse ainsi :

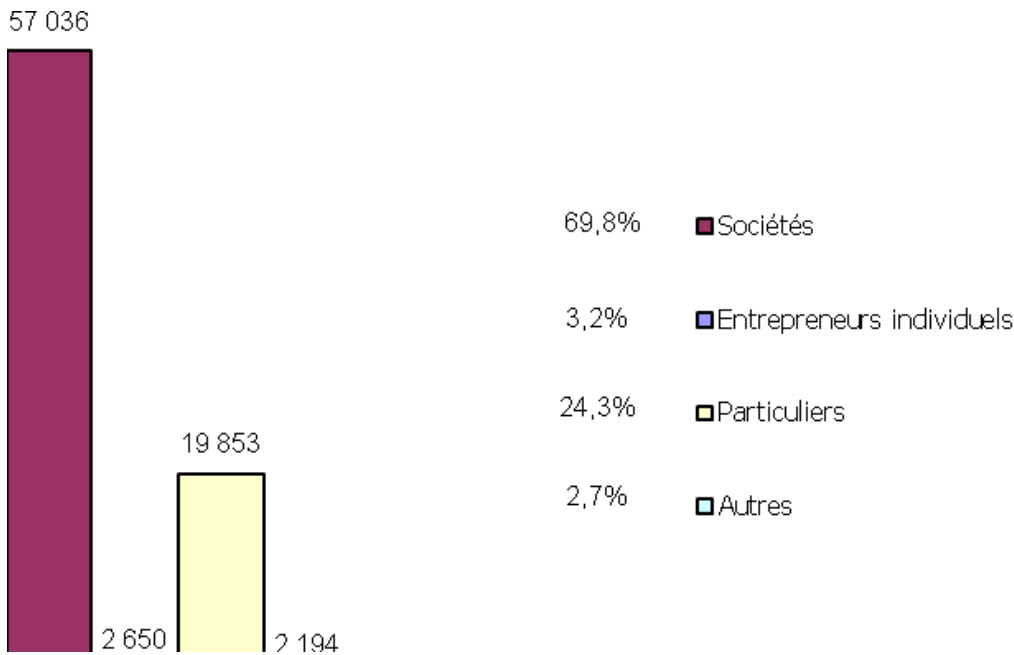
Nature des crédits



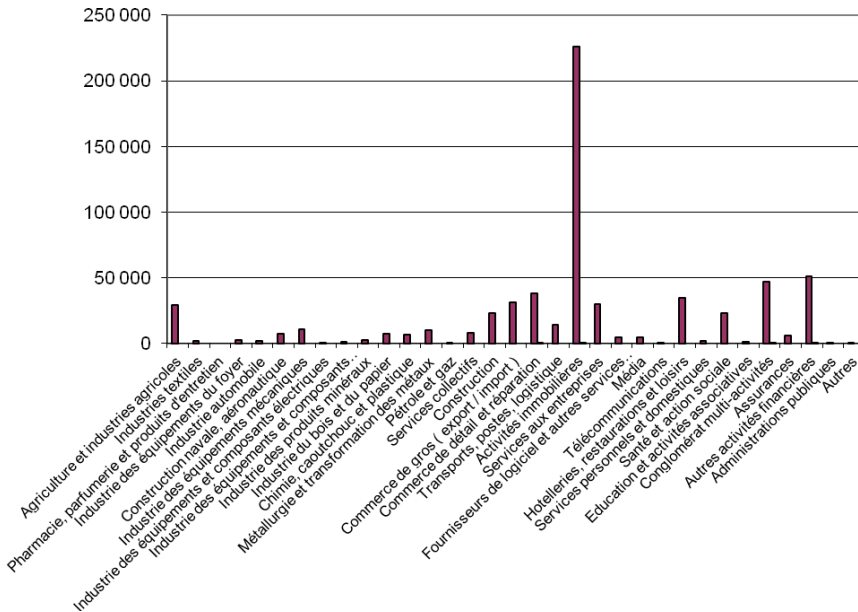
Type de clientèle



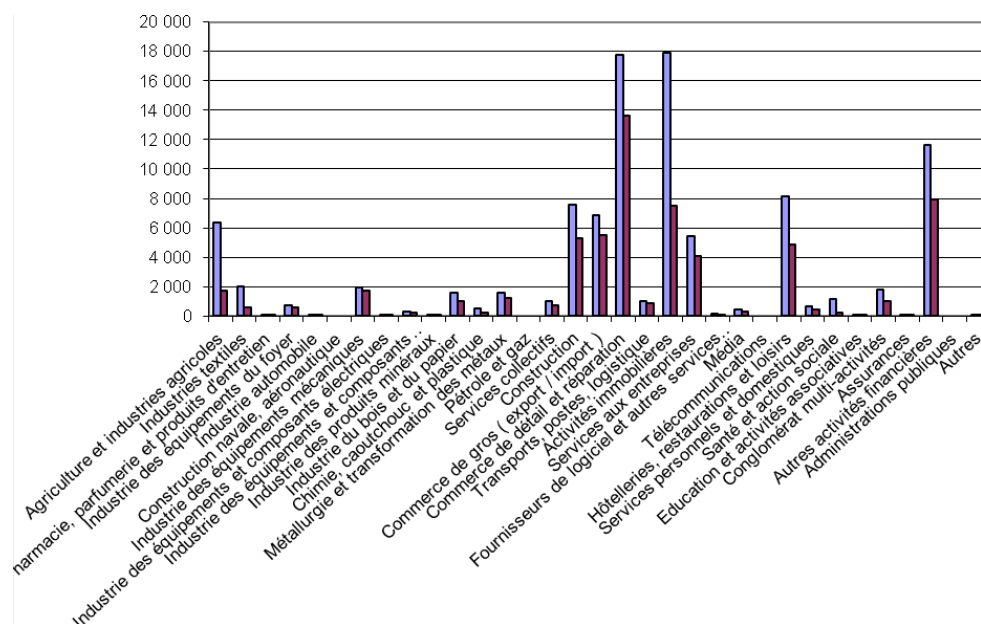
Les comptes ordinaires débiteurs s'élèvent à 82 millions d'euros et se répartissent comme suit :



Hors crédits aux particuliers (693 millions d'euros), les concours à la clientèle s'élèvent à 624 millions d'euros et présentent la ventilation sectorielle suivante :



Répartition des créances douteuses (1ère col.), hors crédits aux particuliers, et de leurs provisions (2ème col.) en k€ :



Note 4. – Portefeuille titres.

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Portefeuille de transaction	0	0	0	0,0
Portefeuille de placement	10	10	0	0,0
Portefeuille d'investissement	0	0	0	0,0
Total	10	10	0	0,0

Ventilation par portefeuille :

	31/12/2016			31/12/2015		
	Cotés	Non cotés	Total	Cotés	Non cotés	Total
Portefeuille de transaction						
Effets publics et assimilés	0	0	0	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0	0	0	0	0
Sous-total (1)	0	0	0	0	0	0
Portefeuille de placement						
Effets publics et assimilés	0	0	0	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	10	10	0	10	10
Dépréciations	0	0	0	0	0	0
Sous-total (2)	0	10	10	0	10	10
Portefeuille d'investissement						
Effets publics et assimilés	0	0	0	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0	0	0	0	0
Dépréciations	0	0	0	0	0	0
Sous-total (3)	0	0	0	0	0	0
Total (1) +(2) +(3)	0	10	10	0	10	10
Créances rattachées (4)	0	0	0	0	0	0
Total (1) +(2) +(3) +(4)	0	10	10	0	10	10
Au 31 décembre 2016, le montant des plus-values latentes sur les titres de placement à revenu variable est de 3 MILLIERS D'EUROS						

Note 5. – Participations et autres titres détenus à long terme.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Titres de sociétés du groupe Crédit du Nord	0	0	0	0,0
Sociétés de gestion OPCVM (*)	0	0	0	0,0
Autres titres	696	462	234	50,6
Établissements de crédit	40	41	-1	-2,4
Cotés	0	0	0	
Non cotés	40	41	-1	-2,4
Autres sociétés	656	421	235	55,8
Cotés	0	0	0	
Non cotés	656	421	235	55,8
Total brut	696	462	234	51
Provisions pour dépréciation	-5	-4	-1	25,0
Total net	691	458	233	50,9

Note 6. – Immobilisations.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016		Val. nettes	31/12/2015 Val. nettes
	Val. brutes	Amort.		
Immobilisations incorporelles				
Fonds de commerce et droit au bail	2 062	0	2 062	2 062
Logiciels acquis	231	-230	1	2
Sous-total	2 293	-230	2 063	2 064
Immobilisations corporelles				
Terrains, constructions et agencements	17 733	-13 536	4 197	4 231
Autres immobilisations corporelles	6 458	-4 960	1 498	1 420
Sous-total	24 191	-18 496	5 695	5 651
Total	26 484	-18 726	7 758	7 715

(En milliers d'Euros)	Immob.incorporelles	Terrains et constructions	Autres immob. corporelles	Total
Montant au 31/12/2015	2 295	102	23 268	25 665
Entrées	0	1	1 419	1 420
Sorties	-2	0	-599	-601
Autres mouvements	0	0	0	0
Montant au 31/12/2016	2 293	103	24 088	26 484
Montant au 31/12/2015	-231	-74	-17 645	-17 950
Dotations aux immobilisations	-1	-1	-1 375	-1 377
Amortissements afférents aux éléments sortis d'actif	0	0	599	599
Autres mouvements	2	0	0	2
Montant au 31/12/2016	-230	-75	-18 421	-18 726
Valeur	2 063	28	5 667	7 758

Note 7. – Autres actifs.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Gestion collective des LDD	0	0	0	0,0
Débiteurs divers	4 919	5 252	-333	-6,3
Total	4 919	5 252	-333	-6,3

Note 8. – Comptes de régularisation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Valeurs reçues à l'encaissement	944	1 221	-277	-22,7
Charges constatées d'avance	227	157	70	44,6
Produits à recevoir	5 378	4 964	414	8,3
Impôts différés actifs (1)	2 842	4 079	-1 237	-30,3
Autres comptes de régularisation	3 316	2 184	1 132	51,8
Total net	12 707	12 605	102	0,8

(1) Au 31/12/2016, les actifs et passifs d'impôts différés ont été compensés au bilan (cf. note 13).

(1) Détail des impôts différés :

Provisions pour engagements sociaux	22	33	-11	-33,3
Provision pour participation des salariés	187	212	-25	-11,8
Provision générale pour risque de crédit	1 611	2 393	-782	-32,7
Provision épargne logement	208	444	-236	-53,2
Autres impôts différés	814	997	-183	-18,4
Total net	2 842	4 079	-1 237	-30,3

Note 9. – Dettes envers les établissements de crédit.

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Comptes à vue	11 208	128 498	-117 290	91,3
Dettes rattachées	0			0,0
Total des dettes à vue	11 208	128 498	-117 290	-91,3
Comptes et emprunts à terme	363 829	301 857	61 972	20,5
Dettes rattachées	364	365	1	-0,3
Total des dettes à terme	364 193	302 222	61 971	20,5
Total	375 401	430 720	-55 319	12,8

Au 31 décembre 2016, sur un total de 375,4 millions d'euros de dettes envers des établissements de crédit, les opérations avec le Crédit du Nord, maison-mère de la Banque Kolb, s'élèvent à 363,9 millions d'euros.

Echéancier au 31 décembre 2016	< A 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> A 5 ans	Total
Comptes à vue	11 208	0	0	0	11 208
Comptes et emprunts à terme	769	40 246	203 034	119 780	363 829
Total	11 977	40 246	203 034	119 780	375 037

Note 10. – Opérations avec la clientèle.

	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Comptes d'épargne à régime spécial à vue	267 517	292 900	-25 383	-8,7
Comptes d'épargne à régime spécial à terme	79 758	78 553	1 205	1,5
Dettes rattachées	1	2	-1	-50,0
Total des comptes d'épargne à régime spécial	347 276	371 455	-24 179	-6,5
Comptes à vue	707 710	618 658	89 052	14,4
Comptes à terme	233 856	165 687	68 169	41,1
Dettes rattachées	660	1 065	-405	-38,0
Autres dettes	23 890	18 774	5 116	27,3
Total des autres comptes créditeurs	966 116	804 184	161 932	20,1
Total	1 313 392	1 175 639	137 753	11,7

Echéancier au 31 décembre 2016	< A 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> A 5 ans	Total
CERS à vue	267 517	0	0	0	267 517
CERS à terme	52 494	371	26 893	0	79 758

Comptes à vue et autres dettes	731 536	0	0	64	731 600
Comptes à terme	17 310	50 632	165 914	0	233 856
Total	1 068 857	51 003	192 807	64	1 312 731

Note 11. – Comptes et plans d'épargne-logement.

A. Encours de dépôts collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Plans d'épargne-logement	68 194	65 537	2 657	4,1
Ancienneté de moins de 4 ans	29 609	31 528	-1 919	-6,1
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans	22 960	17 962	4 998	27,8
Ancienneté de plus de 10 ans	15 625	16 047	-422	-2,6
Comptes d'épargne-logement	7 601	8 059	-458	-5,7
Total	75 795	73 596	2 199	3,0

B. Encours de crédits à l'habitat octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Ancienneté de moins de 4 ans	123	384	-261	-67,9
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans	423	367	56	15,4
Ancienneté de plus de 10 ans	25	47	-22	-46,1
Total	572	798	-226	28,3

C. Provisions sur engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement (1) :

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Dotations	Reprises	31/12/2016
Plans d'épargne-logement	1 270	0	571	699
Ancienneté de moins de 4 ans	46	0	-23	69
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans	122	0	49	73
Ancienneté de plus de 10 ans	1 102	0	545	557
Comptes d'épargne-logement	0	0	-11	11
Prêts tirés	20	0	10	10
Total	1 290	0	570	720

(1) : Ces provisions sont comptabilisées dans les provisions pour risques et charges (cf. note 15)

Note 12. – Dettes représentées par un titre.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Bons de caisse et bons d'épargne	49	56	-7	-12,5
Titres de créances négociables (1)	0	45 000	-45 000	-100,0
Emprunts obligataires	0	0	0	0,0
Dettes rattachées	0	168	-168	-100,0
Total	49	45 224	-45 175	-99,9

(1) : En 2016, la totalité des BMTN souscrits par le Crédit du Nord, maison-mère de la Banque Kolb, a été remboursé.

Echéancier au 31 décembre 2016	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> à 5 ans	Total
Bons de caisse et d'épargne	49	0	0	0	49
Titres de créances négociables	0	0	0	0	0
Emprunts obligataires	0	0	0	0	0
Total	49	0	0	0	49

Note 13. – Autres passifs et comptes de régularisation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Créditeurs divers	3 840	4 756	-916	-19,3
Comptes de régularisation	19 938	18 669	1 269	6,8
Indisponible sur opérations de recouvrement	718	527	191	36,2
Produits constatés d'avance	2 128	2 283	-155	-6,8
Charges à payer	13 901	13 774	127	0,9
Impôts différés passif (1)	0	0	0	0,0
Autres comptes de régularisation	3 191	2 085	1 106	53,0
(1) Au 31/12/2016, les actifs et passifs d'impôts différés ont été compensés au bilan (cf. note 8).				

Note 14. – Synthèse des provisions déduites de l'actif.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Prov. pour dépréciation des créances douteuses (*)	67 623	72 561	-4 938	-6,8
Prov. pour dépréciation des titres de placement	0	0	0	0,0
Prov. pour dépréciation des titres de participation	5	4	1	25,0
Prov. pour dépréciation des immobilisations	0	0	0	0,0
Total	67 628	72 565	-4 937	-6,8

(En milliers d'Euros)	Stock au 31/12/2015	Dotations	Reprises et utilisations	Stock au 31/12/2016
Prov. pour dépréciation des créances douteuses	72 561	15 716	20 654	67 623
Prov. pour dépréc. des titres de placement	0	0	0	0
Prov. pour dépréciation des titres de participation	4	1	0	5
Prov. pour dépréciation des immobilisations	0	0	0	0
Total	72 565	15 717	20 654	67 628

Note 15. – Synthèse des provisions inscrites au passif.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Provisions pour avantages postérieurs à l'emploi				
Provisions CRPB	0	0	0	0,0
Provisions pour indemnités de fin de carrière	77	96	-19	-19,8
Provisions pour avantages à long terme				
Provisions compte épargne temps	888	846	42	5,0
Provisions sur primes liées à l'ancienneté	893	804	89	11,1
Autres provisions				
Provisions pour litiges	1 246	1 952	-706	-36,2
Provisions pour engagements par signature	5 785	5 868	-83	-1,4
Provisions liées aux frais de personnel	148	68	80	117,6
Provisions pour risque de crédit	5 570	7 089	-1 519	-21,4
Provision épargne logement	720	1 290	-570	-44,2
Provision pour intérêts douteux	227	255	-28	-11,0
Autres provisions pour risques et charges	288	252	36	14,3
Total	15 842	18 520	-2 678	-14,5

(En milliers d'Euros)	Stock au 31/12/2015	Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements (1)	Stock au 31/12/2016
Provisions pour avantages postérieurs à l'emploi					
Provisions CRPB	0	0	0		0
Provisions pour indemnités de fin de carrière	96	695	500	-214	77
Provisions pour avantages à long terme					
Provisions compte épargne temps	846	42	0		888
Provisions sur primes liées à l'ancienneté	804	124	35		893
Autres provisions					
Provisions pour litiges	1 952	377	1 083		1 246
Provisions pour engagements par signature	5 868	1 969	2 052		5 785
Provisions liées aux frais de personnel	68	80	0		148
Provisions pour risque de crédit	7 089	20	1 539		5 570
Provision épargne logement	1 290	0	570		720
Provision pour intérêts douteux	255	0	28		227
Autres provisions pour risques et charges	252	72	36		288
Total	18 520	3 379	5 843	-214	15 842

(1) Application au 1er janvier 2016 de la recommandation de l'ANC 2013.02

Note 16. – Avantages postérieurs à l'emploi.

Trois catégories d'avantages sont concernées :

— les avantages postérieurs à l'emploi, évalués selon une méthode actuarielle et provisionnés pour les régimes à prestations définies; les régimes de retraite postérieurs à l'emploi comprennent des régimes offrant des prestations de retraite sous forme de rentes et des régimes d'indemnités de fin de carrière. Les prestations sous forme de rentes viennent en complément des pensions de retraite versées par les régimes généraux et obligatoires.

— les autres avantages à long terme : ce sont les avantages versés aux salariés dans un délai supérieur à douze mois après la clôture de l'exercice pendant lequel ces derniers ont rendu les services correspondants. La méthode d'évaluation est identique à celle utilisée pour les avantages postérieurs à l'emploi. Il s'agit des médailles du travail et du compte épargne temps.

— les indemnités de fin de contrat de travail : La banque n'est pas concernée par ces prestations.

Comme précisé dans les principes comptables, la Banque Kolb a appliqué à compter du 1er Janvier 2016 la recommandation 2013-02 de l'Autorité des Normes Comptables relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires.

Pour le calcul des engagements au 31/12/2016, les hypothèses actuarielles suivantes ont été retenues :

— Taux d'actualisation variable suivant la durée de chacun des régimes (-0,10 % à 3 ans ; 0,20 % à 5 ans ; 1,00 % à 10 ans ; 1,50% à 15 ans),

— Taux d'inflation est fonction de la durée du régime (1,10 % à 3 ans ; 1,2% à 4-5 ans ; 1,5 % à 10 ans),

— La durée de vie d'activité moyenne est déterminée par régime et tient compte des hypothèses de taux de rotation.

Le personnel bénéficie d'indemnités de fin de carrière (IFC). Les engagements d'indemnités de fin de carrière au 31 décembre 2016 se montent à 1 787 K€. La banque Kolb a souhaité se faire rembourser intégralement les indemnités de fin de carrière chargées de décembre 2015 à novembre 2016. La couverture estimée par des contrats d'assurance s'élève à 1 710 K€ au 31 décembre 2016 et comprend un versement de 500 K€ effectué en 2016. La différence entre les engagements et la couverture estimée est provisionnée (77 K€ à fin 2016).

Note 17. – Variation des capitaux propres.

(En milliers d'Euros)	31/12/2015 (*)	Résultat de l'exercice N-1	Affectation du résultat N-1	Autres mouvements (1)	31/12/2016 (*)
Capital social	14 099				14 099
Primes d'émission	10 772				10 772
Réserve légale	1 410				1 410
Autres réserves	49 500		-4 369	140	45 271
Report à nouveau	74		-74		0
Fonds pour risques bancaires généraux	0				0
Résultat de l'exercice 2015		13 164	-13 164		
Distribution de dividendes			17 607		
Total situation nette	75 855	13 164	0	140	71 552

(*) avant incorporation du résultat de l'exercice

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Nombre de titres	276 453	276 453

Valeur nominale d'une action	51 euros	51 euros
(1) Application au 1er janvier 2016 de la recommandation de l'ANC 2013.02		

Note 18. – Produits et charges d'intérêts.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Intérêts et produits assimilés	41 679	47 702	-6 023	-12,6
Produits d'intérêts sur opérations avec les EC	1 408	1 311	97	7,4
Opérations avec les banques centrales, CCP et EC	1 408	1 311	97	7,4
Titres et valeurs reçues en pension	0	0	0	0,0
Produits d'intérêts sur opérations avec la clientèle	39 306	44 266	-4 960	-11,2
Créances commerciales	819	1 131	-312	-27,6
Autres concours à la clientèle	35 388	40 015	-4 627	-11,6
Crédits de trésorerie	6 817	7 506	-689	-9,2
Crédits à l'exportation	60	86	-26	-30,2
Crédits d'équipement	7 505	5 696	1 809	31,8
Crédits à l'habitat	19 835	25 517	-5 682	-22,3
Autres crédits à la clientèle	1 171	1 210	-39	-3,2
Comptes ordinaires débiteurs	3 099	3 120	-21	-0,7
Titres et valeurs reçues en pension	0	0	0	0,0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0	0,0
Autres intérêts et produits assimilés	965	2 125	-1 160	-54,6
Intérêts et charges assimilées	6 187	9 160	-2 973	-32,5
Charges d'intérêts sur opérations avec les EC	1 388	1 604	-216	-13,5
Opérations avec les banques centrales, CCP et EC	1 388	1 604	-216	-13,5
Titres et valeurs reçues en pension	0	0	0	0,0
Charges d'intérêts sur opérations avec la clientèle	4 780	6 685	-1 905	-28,5
Comptes d'épargne à régime spécial	2 892	4 271	-1 379	-32,3
Autres dettes envers la clientèle	1 888	2 414	-526	-21,8
Titres et valeurs données en pension	0	0	0	0,0
Obligations et autres titres à revenu fixe	17	870	-853	-98,0
Autres intérêts et charges assimilés	2	1	1	100,0
Total des intérêts nets	35 492	38 542	-3 050	-7,9

Note 19. – Revenus des titres à revenu variable.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Dividendes sur actions et autres titres à revenu variable	0	0		0,0
Dividendes sur titres de participation et autres titres détenus à long terme	1	2	-1	-70,4
Total des titres à revenu variable	1	2	1	-70,4

Note 20. – Produits nets des commissions.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Produits de commissions	35 348	33 798	1 550	4,6
Opérations avec les établissements de crédit	170	210	-40	-19,0
Opérations avec la clientèle	23 609	22 574	1 035	4,6
Opérations sur titres	0	0	0	0,0
Opérations de change	80	72	8	11,1

Engagements de financement et de garantie	2 161	2 213	-52	-2,3
Prestations de services et autres	9 328	8 729	599	6,9
Charges de commissions	3 819	2 701	1 118	41,4
Opérations avec les établissements de crédit	1 023	282	741	262,8
Opérations avec la clientèle	0	0	0	0,0
Opérations sur titres	0	0	0	0,0
Opérations de change	0	0	0	0,0
Engagements de financement et de garantie	0	0	0	0,0
Prestations de services et autres	2 796	2 419	377	15,6
Total net des commissions	31 529	31 097	432	1,4

Note 21. – Résultat net sur opérations financières.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Résultat net sur portefeuille de négociation	5 084	5 178	-94	-1,8
Résultat net des opérations sur titres de transaction	0		-1	-100,0
Résultat sur instruments financiers à terme	4 051	4 174	-123	-2,9
Résultat net des opérations de change	1 033	1 003	30	3,0
Résultat net sur titres de placement	0	0	0	0,0
Plus-values de cession	0		0	0,0
Moins-values de cession	0		0	0,0
Dotations aux dépréciations	0		0	0,0
Reprises de dépréciations	0		0	0,0
Total résultat net sur opérations financières	5 084	5 178	-94	-1,8

Note 22. – Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Frais de personnel	23 154	22 657	497	2,2
Rémunérations brutes	13 204	13 283	-79	-0,6
Charges sociales	5 530	5 629	-99	-1,8
Charges fiscales	1 982	1 982	0	0,0
Provisions nettes sur passifs sociaux	826	121	705	582,6
Intéressement et participation	1 612	1 642	-30	-1,8
Impôts et taxes	1 186	1 343	-157	-11,7
Contribution économique territoriale	650	891	-241	-27,0
Contribution sociale de solidarité	71	134	-63	-47,0
Cotisation Fonds de Garantie	340	132	208	157,6
Autres impôts et taxes	125	186	-61	-32,8
Autres charges	23 138	23 804	-666	-2,8
Locations	2 961	3 039	-78	-2,6
Actions commerciales	490	552	-62	-11,2
Services ext.fournis par sociétés du groupe	14 648	14 896	-248	-1,7
Transports et déplacements	955	1 097	-142	-12,9
Autres frais administratifs	4 084	4 220	-136	-3,2
Amortissements	1 377	1 467	-90	-6,1
Immobilisations corporelles	1 376	1 466	-90	-6,1
Immobilisations incorporelles	1	1	0	0,0
Total frais généraux	48 855	49 271	-416	-0,8

Le montant global des rémunérations brutes allouées aux organes de direction s'élève à 293 k€ en 2016. Aucun crédit ou engagement n'a été accordé ou utilisé par les personnes concernées.

Effectif moyen du personnel (*) :

	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Techniciens	117	119	-2	-1,7
Cadres	165	169	-4	-2,4
Total	282	288	-6	-2,1
(*) Effectif payé, présent, en équivalent temps plein				

Note 23. – Coût du risque.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Charge nette des provisions sur créances douteuses clientèle(*)	5 642	6 663	-1 021	-15,3
Dotations aux provisions	15 716	15 980	-264	-1,7
Reprises de provisions	-12 300	-9 720	-2 580	26,5
Créances irrécouvrables non provisionnées	2 284	447	1 837	411,0
Récupérations sur créances amorties	-58	-44	-14	32,9
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des provisions	8 381	4 218	4 163	98,7
Utilisations de provisions	-8 381	-4 218	-4 163	98,7
Provision pour risque de crédit	-1 519	-1 560	41	-2,6
Dotations aux provisions	20	91	-71	-78,0
Reprises de provisions	-1 539	-1 651	112	-6,8
Autres provisions	-155	1 217	-1 372	-112,7
Dotations aux provisions	2 346	2 696	-350	-13,0
Reprises de provisions	-2 533	-1 494	-1 039	69,5
Créances irrécouvrables non provisionnées	32	15	17	114,1
Récupérations sur créances amorties	0	0	0	0,0
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des provisions	603	0	603	0,0
Utilisations de provisions	-603	0	-603	0,0
Total des provisions nettes	3 968	6 320	-2 352	-37,2
(*) y compris créances douteuses compromises.				

Note 24. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Résultat net sur titres de participation et filiales	0	0	0	0,0
Plus ou moins-values nettes	0	0	0	0,0
Provisions sur titres	0	0	0	0,0
Résultat net sur cessions d'immobilisations	-1	7	-8	-114,3
Plus-values	0	8	-8	-100,0
Moins-values	-1	-1	0	0,0
Total résult.nets s / titres partic. et immobilisations	-1	7	-8	-114,3

Note 25. – Résultat exceptionnel.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Actualisation de provisions et d'opérations de change à terme	0	0	0	0,0
Résultat exceptionnel	0	0	0	0,0

Note 26. – Impôts sur les bénéfices.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Impôt courant	5 971	5 842	129	2,2
Impôt suite redressement fiscal	13	25	-12	-48,0
Créance d'impôt	-145	-80	-65	81,3
Impôts différés	1 163	232	931	401,3
Impôt sur les sociétés	7 002	6 019	983	16,3

Analyse de la charge fiscale :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Taux
Résultat net avant impôt	19 188	
Taux normal d'imposition hors abattement de la CSB		34,43%
Charge d'impôt y compris taxes additionnelles	6 606	
Plus value imposée à taux réduit	0	0,00%
Dividendes non imposés	0	0,00%
Différences permanentes et autres éléments (1)	492	-2,56%
Imputation des crédits d'impôts et avoirs fiscaux	-28	0,15%
Impôt suite redressement fiscal + créance d'impôt	-132	0,69%
Ecart liquidation impôt année précédente	64	-0,33%
Charge d'impôt de l'exercice	7 002	36,49%
(1) Dont charge liée au changement de taux d'impôts différés : 542 milliers d'euros		

Note 27. – Instruments financiers à terme de taux d'intérêts.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016				
	Transaction	Micro-couverture	Macro-couverture	Spéculatif	Total
Catégorie de contrat selon règlement C.R.B. 90/15 modifié	D	B	C	A	
Opérations sur instruments de taux d'intérêts					
Opérations fermes :					
Sur marchés organisés					0
De gré à gré					
Swaps de taux			765 700	74 569	840 269
FRA					0
Options					0
Opérations conditionnelles :					
Sur marchés organisés					0
De gré à gré					
Options de taux					0
Autres options					0
Caps			28 000	9 351	37 351
Floors				14 474	14 474
Collars					
Total	0	0	793 700	98 394	892 094

Il faut rappeler que, conformément à la réglementation, les opérations traitées pour compte et sur ordre de la clientèle sont classées en catégorie A ("spéculatif"). Leur couverture est assurée systématiquement.

La Banque Kolb ne gère pas de portefeuille de transaction et n'a pas vocation à cela.

Conformément au règlement 2004-16 du Comité de la Réglementation Comptable, la juste valeur des instruments financiers dérivés est indiquée dans le tableau ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016				
	Transaction	Micro-couverture	Macro-couverture	Spéculatif	Total

Catégorie de contrat selon règlement C.R.B. 90/15 modifié	D	B	C	A	
Opérations fermes :					
Sur marchés organisés					0
De gré à gré					
Swaps de taux			31 518	95	31 613
FRA					0
Options					0
Opérations conditionnelles :					
Sur marchés organisés					0
De gré à gré					
Options de taux					0
Autres options					0
Caps			30	17	47
Floors				0	0
Collars					0
Total	0	0	31 548	112	31 660

Note 28. – Instruments financiers à terme de cours de change.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Opérations conditionnelles de gré à gré				
Options de change	126 641	194 284	-67 643	-34,8

Note 29. – Engagements sur opérations de change à terme.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2016 / 2015	
			En valeur	En %
Monnaies à recevoir	59 620	74 802	-15 182	-20,3
Monnaies à livrer	59 553	74 717	-15 164	-20,3

Autres informations.

Réconciliation des provisions :

(En milliers d'Euros)	Dotations aux provisions				Reprises et utilisations de provisions				Net des dotations sur les reprises
	Incluses en RBE	Incluses dans le cout du risque	Incluses dans l'exceptionnel	Total	Incluses en RBE	Incluses en prov. pour créances douteuses et en résultats sur titres	Incluses dans l'exceptionnel	Total	
Bilan :									
Provisions actif (note 14)	1	15 716	0	15 717	0	20 654	0	20 654	4 937
Provisions passif (note 15)	1 013	2 366	0	3 379	1 141	4 702	0	5 843	2 464
Total :	1 014	18 082	0	19 096	1 141	25 356	0	26 497	7 401
Résultats :									
Litiges liés aux charges de personnel (note 15)	0			0	0			0	0
Passifs sociaux (note 15)	861			861	535			535	-326
Cr. douteuses de crédit-bail (note 14)	0			0	0			0	0
Engagements douteux (note 14)		15 716		15 716		20 654		20 654	4 938
Provisions pour risques : (note 15)									
Engagements par signature		1 969		1 969		2 052		2 052	83
Litiges commerciaux	0	377		377		1 083		1 083	706
PRC		20		20		1 539		1 539	1 519
Provision PEL / CEL	0			0	570			570	570
Autres risques	0	0		0		28		28	28
Prov p. dépréc. Immobilisations (note 14)				0	0			0	0

Prov. sur titres placement (note 3)	1			1	0			0	-1
Autres provisions	152			152	36			36	-116
Total :	1 014	18 082	0	19 096	1 141	25 356	0	26 497	7 401

Opérations avec les entreprises liées :
(En milliers d'Euros)

Bilan	31/12/2016	31/12/2015
Actif		
Créances sur établissements de crédit	263 447	205 032
Passif		
Dettes sur établissements de crédit	368 635	422 383

Compte de résultat	31/12/2016	31/12/2015
Charges :		
Intérêts	5 302	7 619
Commissions	2 199	1 293
Frais généraux	14 545	14 580
Produits :		
Intérêts	10 028	10 712
Commissions	1 420	1 429

Hors bilan	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés :		
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	136 563	125 170
Autres engagements donnés	260 965	260 284
Engagements reçus :		
Engagements de financement	156 889	123 331
Engagements de garantie	115	115
Engagements sur Instruments financiers à terme		
Opérations fermes : swaps de taux et FRA	802 984	910 375
Opérations conditionnelles : options, caps et floors	150 243	170 803

Les participations et les entreprises liées correspondent aux sociétés consolidées par le Crédit du Nord

Renseignements concernant les filiales et participations :

Sociétés (En milliers d'euros)	Capital	Autres capitaux propres	Quote-part de capital détenu	Valeur comptable		Prêts et avances consentis	Cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires hors taxes	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes
				brute	nette					
A - Renseignements concernant les filiales et participations détenues par la banque kolb dont la valeur excède 1% du capital										
Filiales (50% au moins du capital détenu)	Néant									
Participations (moins de 50% du capital détenu)	Néant									
B - Renseignements globaux sur les autres titres de filiales et participations										
Filiales ou participations françaises	Néant									
Participations dans des sociétés étrangères	Néant									

Franchissements de seuils. — En application de l'article L.356 alinéa 1, loi du 2 août 1989, les franchissements de seuils de l'exercice sont :

Sociétés	% du capital détenu au 31/12/2016	% du capital détenu au 31/12/2015
	Néant	Néant

Projet de distribution du résultat 2016 :

	(Montants en Euros)
Bénéfice de l'exercice 2016	12 186 158,89
Report à nouveau	0,00

Prélèvement sur le poste "Réserve ordinaire"	0,00
Bénéfice distribuable	12 186 158,89
Répartition	
Dividende	8 829 908,82
Réserve légale	0,00
Réserve générale	3 356 250,07
Report à nouveau	0,00
Total	12 186 158,89

Soit un dividende net de 31,94.

Rappel des dividendes 2013 à 2015 :

Dividende 2015	63,69
Dividende 2014	14,71
Dividende 2013	3,70

Les dividendes sont éligibles à l'abattement de 40% mentionné à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Comptes consolidés. — La Banque Kolb est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion. Les comptes de la Banque Kolb sont consolidés par le Crédit du Nord, dont le siège social se situe au 28 Place Rihour à Lille, et le siège administratif au 59 boulevard Haussmann à Paris (8ème).

VI. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels. (Exercice clos le 31 décembre 2016).

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société BANQUE KOLB, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les changements de méthodes comptables exposés dans la note de l'annexe « Changement de méthodes comptables et comparabilité des comptes », relatifs à :

- la définition du fonds commercial, l'évaluation des actifs corporels, incorporels et du fonds commercial postérieurement à leur date d'entrée, et le mali technique de fusion ;
- l'évaluation et à la comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Dans le cadre de l'arrêté des comptes, votre société constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités et procède également à des estimations comptables significatives portant notamment sur la valorisation des titres de participation et des autres titres détenus à long terme, selon les modalités décrites dans les notes de l'annexe aux comptes annuels suivantes : « Principes comptables et méthodes d'évaluation », « Recours à des estimations et au jugement » et « Portefeuille titres ». Nous avons, d'une part, revu et testé les processus mis en place par la direction, les hypothèses retenues et les paramètres utilisés et, d'autre part, vérifié que ces estimations comptables s'appuient sur des méthodes documentées conformes aux principes décrits dans les notes de l'annexe aux comptes annuels ci-dessus mentionnées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation : financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations prévues par les dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés par la société contrôlant votre banque aux mandataires sociaux concernés, ainsi que les engagements consentis en leur faveur, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons en attester l'exactitude et la sincérité.

Vandœuvre- lès-Nancy et Maxéville, le 5 mai 2017.

Les Commissaires aux comptes :

Batt Audit :
Olivier Lefebvre ;

Deloitte & Associés :
Anne Philipon –Hintzy.

VII. — Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-58 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale. — Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-86 du Code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale. — Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Vandœuvre -lès-Nancy et Maxéville, le 5 mai 2017.

Les Commissaires aux comptes :

Batt Audit :
Olivier Lefebvre ;

Deloitte & Associés :
Anne Philipona-Hintzy.

VIII. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion peut être obtenu sur simple demande à l'adresse suivante : Banque KOLB, Direction financière, 2 place de la République, BP 50528, 54008 Nancy Cedex.

1703136